

La réponse souhaitée viendra-t-elle du Fonds spécial ?

13.04.2020 | La réponse souhaitée viendra-t-elle du Fonds spécial ?

Les migrants travaillant au Maroc privés du Ramed et de la CNSS

1,3 million est le nombre de personnes à avoir bénéficié de la subvention directe versée par le Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus. Les chiffres du ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration indiquent que ces aides ont profité à 600.000 ménages opérant dans le secteur informel et à 700.000 salariés affiliés à la CNSS. Qu'en est-il de la population migrante active ?

« Jusqu'à preuve du contraire, il n'y a eu aucun migrant qui ait bénéficié des mesures d'accompagnement gouvernementales destinées à préserver le pouvoir d'achat des salariés des entreprises en difficulté face à l'état d'urgence sanitaire lié à la pandémie du Covid-19 », nous a fait savoir Franck Lyanga, secrétaire général de l'ODT-travailleurs immigrés. Et de poursuivre : « On dit que charité bien ordonnée commence par soi-même et, du coup, on pense que ces mesures qui ne concernent que les nationaux seront généralisées à tout le monde dans un deuxième temps. A ce propos, et en tant que syndicat qui défend les droits des travailleurs migrants, nous avons adressé une lettre au ministère de l'Intérieur afin que lesdites mesures soient appliquées aux migrants qui font

partie intégrante de la société marocaine. Nous attendons toujours une réponse à notre requête ».

Des propos que partage parfaitement Hayat Barrahou, présidente de l'Instance de solidarité avec les immigrés asiatiques (ISIA), qui nous a affirmé que de nombreux salariés vivent dans la misère. C'est le cas de plusieurs femmes domestiques issues des pays asiatiques et qui se sont retrouvées sans ressources et livrées à elles-mêmes. « Plusieurs d'entre elles ont été contraintes d'arrêter de travailler sur décision de leur employeur sans être payées en retour. Même celles qui sont encore confinées dans les maisons de leurs employeurs, leur situation est inquiétante puisqu'elles sont contraintes de travailler plus qu'il n'en faut tout en étant privées de leur droit au repos hebdomadaire. Ceci d'autant plus qu'elles ne savent pas si ces extras seront comptabilisés dans leur salaire ou non», nous a-t-elle révélé.

Pour notre interlocutrice, l'Etat a accordé la priorité aux Marocains et a oublié les migrants alors que la loi du pays reconnaît ces derniers. « En tant qu'association, nous ne pouvons rien faire pour ces migrants notamment ceux qui sont dans le besoin puisque nous ne sommes pas subventionnés. Nous avons toujours fonctionné grâce à la solidarité mais tout le monde aujourd'hui est dans le besoin... Ceci d'autant plus qu'il est difficile de se déplacer dans la ville ou entre les villes dans ce contexte de confinement, pour porter secours ou aider ces migrants. Dernièrement, nous avons galéré pour faire sortir une Asiatique et l'emmener à l'hôpital pour accoucher », nous a-t-elle précisé.

Hayat Barrahou nous a révélé, en outre, que les femmes asiatiques font l'objet de discrimination dans la rue en raison de leur origine. « Elles sont souvent insultées et stigmatisées dans la rue puisqu'on les qualifie de corona mais aucune d'entre elles n'a fait entrer le virus au Maroc ».

Peu de migrants sont affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale et nombreux sont ceux qui travaillent dans le secteur informel et n'ont pas la carte Ramed en dépit des conventions signées entre le département des MRE et l'ANAM.

Selon les données de la CNSS, le nombre des travailleurs migrants s'élevait à 26.283 en 2017.

La majeure partie de ces travailleurs (9.578) exerçaient dans le secteur des services, 3.779 dans le secteur du commerce,

2.689 dans l'industrie manufacturière et 2.410 dans la construction. Par contre, le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche ne comptait que 354 travailleurs migrants.

Le manque de données approfondies (auto-emploi, secteur informel, productivité et valeur ajoutée, effet de substitution par rapport aux émigrés...) complique l'évaluation de l'impact réel de la migration sur le marché du travail marocain.

Source

: https://www.libe.ma/La-reponse-souhaite-e-viendra-t-elle-du-Fonds-special_a117229.html

Hassan Bentaleb